

Une lettre ouverte aux riches d'un accent très nouveau

◆ Des membres de l'Organisation nationale des fermiers américains jettent du lait dans les champs pour protester contre le prix qu'on leur en offre.

PAUL VI nous le rappelle dès l'introduction de sa lettre encyclique sur « le développement des peuples » : il connaît l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, il a été « au contact immédiat des lancinants problèmes qui étreignent des continents pleins de vie et d'espoir ». Il a vu et comme touché de ses mains « ces situations dont l'injustice crie vers le ciel ». Il a compris que l'on puisse être tenté « de repousser par la violence de telles injures à la dignité humaine ».

Voilà pourquoi un souffle prophétique traverse cette encyclique. Le ton, lorsqu'il s'agit de condamner l'injustice, rappelle la colère du Christ face aux marchands du Temple : « Qu'on nous entende bien : la situation présente doit être affrontée courageusement et les injustices qu'elle comporte combattues et vaincues ».

Voilà pourquoi, lorsque le pape présente la vision chrétienne du développement et l'action à entrepren-



En ce qui concerne l'insurrection révolutionnaire, par exemple, si le pape continue à la considérer comme un malheur plus grand que le mal réel qu'elle prétend combattre, il souligne néanmoins *une circonstance précise* où elle retrouve son sens : « Le cas de tyrannie évidente et prolongée qui porterait gravement atteinte aux droits fondamentaux de la personne et nuirait dangereusement au bien commun du pays ». Or, nous savons que de telles situations ne sont pas inexistantes dans le Tiers-Monde.

Sur ces quatre points fondamentaux, le déplacement d'accent est net : en schématisant beaucoup, on pourrait dire qu'hier il s'agissait surtout de promouvoir le bien de la personne, compte tenu des exigences de la société ; aujourd'hui, il s'agit de réaliser d'abord la promotion collective, étant saufs les droits de la personne. L'Eglise, de Léon XIII à Vatican II, avait de l'organisation de la société une vision qui restait fortement imprégnée d'individualisme. Depuis Vatican II, les dimensions sociales des problèmes retrouvent la priorité.

Il n'est pas exagéré de penser que ce déplacement d'accent peut entraîner dans les années à venir une modification profonde des mentalités et des comportements de la communauté chrétienne du monde entier, la porter à coopérer sans arrière pensée avec tous ceux qui sont engagés dans le combat pour « un développement intégral de tout l'homme et de tous les hommes » (1).

Un appel à l'action

Car le pape ne se contente pas de poser des principes ; il lance un appel pressant non seulement aux chrétiens, mais à tous les hommes, ceux des pays développés comme ceux des pays en voie de développement, pour qu'ils s'attaquent ensemble et rapidement aux problèmes du développement. « A tous les hommes et à tous les peuples de prendre leurs responsabilités ». Aux catholiques il est recommandé de ne pas « attendre passivement consignes et directives », mais tous les hommes sont invités, pour combattre et vaincre les injustices, à *faire preuve d'imagination créatrice* car « le développement exige des transformations audacieuses, profondément novatrices. »

A cette action, que le pape souhaite solidaire et coordonnée, et qui doit respecter le génie propre et la responsabilité des peuples, une seule limite est apportée : « Toute action sociale engage une doctrine. Le chrétien ne saurait admettre celle qui suppose une philosophie matérialiste et athée qui ne respecte

ni l'orientation religieuse de la vie à sa fin dernière, ni la liberté, ni la dignité humaines. »

Pour un dialogue permanent des athées et des croyants

Pour Paul VI, « le monde est en malaise faute de pensée ». Son appel à l'action et à la réflexion dépasse largement tous les catholiques, tous les chrétiens, tous les croyants même ; pour s'étendre à « tous les hommes de bonne volonté conscients que le chemin de la paix passe par le développement ». Nous voudrions ici, au nom de *Croissance des Jeunes Nations* que les lecteurs des I.C.I. connaissent bien et que nos amis du Tiers-Monde estiment, quelles que soient leurs opinions et leurs croyances, lancer publiquement une idée que nous avons émise entre quelques amis catholiques et protestants, l'été dernier, à la grande réunion « Eglise et Société » organisée par le Conseil œcuménique des Eglises, à Genève.

Pourquoi ne pas créer en commun avec tous nos frères croyants et incroyants intéressés, à Genève peut-être, ville internationale où siègent le Conseil mondial des Eglises protestantes, le Bureau International du Travail (B.I.T.), l'Organisation des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD) et de nombreux autres organes des Nations Unies, un centre de réflexion et de dialogue entre athées et croyants sur tous les problèmes posés par le développement des peuples ?

Dans le document prophétique que nous livre le chef de l'Eglise catholique, *une seule barrière subsiste*, mais elle est de taille et peut suffire à faire échouer la création d'un monde solidaire : l'interdiction faite aux chrétiens de s'engager dans une action qui supposerait une philosophie matérialiste et athée de la vie et de la société.

Cette barrière ne peut être levée au plan pratique de l'action que si croyants et incroyants, spiritualistes et matérialistes de disciplines et de responsabilités diverses, *réfléchissent ensemble, honnêtement et sans concessions sentimentales ou intellectuelles*, sur la nécessité et la possibilité de *construire un monde tolérant* qui respecte *effectivement* les options philosophiques et religieuses de chacun et permette, dans ses institutions, *l'exercice concret des libertés* qui y sont attachées.

La commission pontificale « Justice et Paix » n'est pas conçue pour être ce centre permanent de réflexion et de dialogue entre athées et croyants sur l'homme et le développement.

Puissent les chrétiens de toutes confessions, réunis récemment à Rome et à Genève par le concile et la conférence « Eglise et Société », croire suffisamment au message de Paul VI pour tenter de réaliser ce qui devrait être autre chose qu'une utopie : le dialogue avec tous les hommes de bonne volonté !

Gilbert BLARDONE,
codirecteur de

« Croissance des Jeunes Nations ».

(1) Cette belle formule est empruntée au professeur François Perroux, à la pensée duquel l'encyclique doit beaucoup, ne serait-ce que par l'influence qu'elle a exercée sur le Père Lebrat. Voir à ce sujet Lebrat lui-même, dans *Suicide et survie de l'Occident*, p. 11.

En ce qui concerne l'insurrection révolutionnaire, par exemple, si le pape continue à la considérer comme un malheur plus grand que le mal réel qu'elle prétend combattre, il souligne néanmoins *une circonstance précise* où elle retrouve son sens : « Le cas de tyrannie évidente et prolongée qui porterait gravement atteinte aux droits fondamentaux de la personne et nuirait dangereusement au bien commun du pays ». Or, nous savons que de telles situations ne sont pas inexistantes dans le Tiers-Monde.

Sur ces quatre points fondamentaux, le déplacement d'accent est net : en schématisant beaucoup, on pourrait dire qu'hier il s'agissait surtout de promouvoir le bien de la personne, compte tenu des exigences de la société ; aujourd'hui, il s'agit de réaliser d'abord la promotion collective, étant saufs les droits de la personne. L'Eglise, de Léon XIII à Vatican II, avait de l'organisation de la société une vision qui restait fortement imprégnée d'individualisme. Depuis Vatican II, les dimensions sociales des problèmes retrouvent la priorité.

Il n'est pas exagéré de penser que ce déplacement d'accent peut entraîner dans les années à venir une modification profonde des mentalités et des comportements de la communauté chrétienne du monde entier, la porter à coopérer sans arrière-pensée avec tous ceux qui sont engagés dans le combat pour « un développement intégral de tout l'homme et de tous les hommes » (1).

Un appel à l'action

Car le pape ne se contente pas de poser des principes ; il lance un appel pressant non seulement aux chrétiens, mais à tous les hommes, ceux des pays développés comme ceux des pays en voie de développement, pour qu'ils s'attaquent ensemble et rapidement aux problèmes du développement. « A tous les hommes et à tous les peuples de prendre leurs responsabilités ». Aux catholiques il est recommandé de ne pas « attendre passivement consignes et directives », mais tous les hommes sont invités, pour combattre et vaincre les injustices, à *faire preuve d'imagination créatrice* car « le développement exige des transformations audacieuses, profondément novatrices. »

A cette action, que le pape souhaite solidaire et coordonnée, et qui doit respecter le génie propre et la responsabilité des peuples, une seule limite est apportée : « Toute action sociale engage une doctrine. Le chrétien ne saurait admettre celle qui suppose une philosophie matérialiste et athée qui ne respecte

ni l'orientation religieuse de la vie à sa fin dernière, ni la liberté, ni la dignité humaines. »

Pour un dialogue permanent des athées et des croyants

Pour Paul VI, « le monde est en malaise faute de pensée ». Son appel à l'action et à la réflexion dépasse largement tous les catholiques, tous les chrétiens, tous les croyants même, pour s'étendre à « tous les hommes de bonne volonté conscients que le chemin de la paix passe par le développement ». Nous voudrions ici, au nom de *Croissance des Jeunes Nations* que les lecteurs des *I.C.I.* connaissent bien et que nos amis du Tiers-Monde estiment, quelles que soient leurs opinions et leurs croyances, lancer publiquement une idée que nous avons émise entre quelques amis catholiques et protestants, l'été dernier, à la grande réunion « Eglise et Société » organisée par le Conseil œcuménique des Eglises, à Genève.

Pourquoi ne pas créer en commun avec tous nos frères croyants et incroyants intéressés, à Genève peut-être, ville internationale où siègent le Conseil mondial des Eglises protestantes, le Bureau International du Travail (B.I.T.), l'Organisation des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD) et de nombreux autres organes des Nations Unies, un centre de réflexion et de dialogue entre athées et croyants sur tous les problèmes posés par le développement des peuples ?

Dans le document prophétique que nous livre le chef de l'Eglise catholique, *une seule barrière subsiste*, mais elle est de taille et peut suffire à faire échouer la création d'un monde solidaire : l'interdiction faite aux chrétiens de s'engager dans une action qui supposerait une philosophie matérialiste et athée de la vie et de la société.

Cette barrière ne peut être levée au plan pratique de l'action que si croyants et incroyants, spiritualistes et matérialistes de disciplines et de responsabilités diverses, *réfléchissent ensemble*, honnêtement et sans concessions sentimentales ou intellectuelles, sur la nécessité et la possibilité de *construire un monde tolérant* qui respecte effectivement les options philosophiques et religieuses de chacun et permette, dans ses institutions, *l'exercice concret des libertés* qui y sont attachées.

La commission pontificale « Justice et Paix » n'est pas conçue pour être ce centre permanent de réflexion et de dialogue entre athées et croyants sur l'homme et le développement.

Puissent les chrétiens de toutes confessions, réunis récemment à Rome et à Genève par le concile et la conférence « Eglise et Société », croire suffisamment au message de Paul VI pour tenter de réaliser ce qui devrait être autre chose qu'une utopie : le dialogue avec tous les hommes de bonne volonté !

Gilbert BLARDONE,
codirecteur de

« Croissance des Jeunes Nations ».

(1) Cette belle formule est empruntée au professeur François Perroux, à la pensée duquel l'encyclique doit beaucoup, ne serait-ce que par l'influence qu'elle a exercée sur le Père Lebrat. Voir à ce sujet Lebrat lui-même, dans *Suicide et survie de l'Occident*, p. 11.

no 289, 1.5.1967, #.

Au BRÉSIL : Les évêques récusent

« la fausse dichotomie capitalisme-communisme »

Non à l'assistentialisme, fût-il celui de l'Alliance pour le Progrès, qui fait de l'homme un mendiant ; non au capitalisme libéral, qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres ; non au technocratisme, fût-il celui de la Superintendance pour le Développement du Nordeste (SUDENE), qui n'assure pas le développement de tout homme ni de tout l'homme.

On peut ramener à cette triple protestation le rapport de quatre-vingt-dix pages élaboré par l'Action catholique ouvrière du Nordeste et publié à Recife le 1^{er} mai, avec l'aval de Dom Helder Camara, sous le titre : « Développement sans justice. »

« Alors que le Nordeste est la région dont on affirme qu'elle progresse le plus au Brésil, la classe ouvrière y souffre d'une misère croissante (...) On assiste, au Nordeste, au remplacement d'une structure féodale par une structure capitaliste et, comme militants chrétiens, nous ne pouvons pas ne pas protester contre la façon matérialiste dont le capitalisme traite les problèmes, sans se préoccuper de l'homme, utilisé comme un simple instrument dans le jeu des statistiques et des plans. »

Il y a un an, la même A.C.O. du Nordeste avait déjà lancé un cri d'alarme, repris trois mois plus tard par les dix-sept évêques de la région. S'en était suivi un conflit aigu avec les autorités militaires et avec le gouvernement du maréchal Castelo Branco (voir I.C.I. n° 262 et 271).

Un « document de base »

Aujourd'hui, le gouvernement Costa e Silva cherche encore sa voie dans une ligne moins dure. Mais ce sont les milieux capitalistes qui, notamment par le truchement de leur porte-voix quotidien *L'Estado de Sao Paulo*, croisent le fer avec la pensée sociale chrétienne. Le rapport de l'A.C.O. ? « Propagande subversive », « manifeste simpliste », « document sous-développé », « démagogie religieuse » en « franche opposition avec la doctrine de l'Eglise ». Dernière l'A.C.O., c'est Dom Helder Camara qui, une fois de plus, est visé.

Dom Helder n'est pourtant pas tout seul. Réunie du 4 au 10 mai à Aparecida do Norte, la conférence épiscopale (219 évêques présents sur 248) a adopté un « document de base » en dix points qui, appuyé sur *Populorum progressio*, manifeste la résolution de l'Eglise « d'aider à la promotion humaine de millions de fils de Dieu qui se trouvent dans une situation infrahumaine ».

Sur un ton naturellement différent de celui de l'A.C.O., moins affirmatif, plus interrogatif ou allusif, les évêques mettent eux aussi en cause l'assistentialisme, le technocratisme, l'impérialisme économique, le capitalisme. La « pointe » de leur prise de position est dans le point 4, où ils estiment le moment venu « de revoir chez nous et autour de nous la fausse dichotomie capitalisme-communisme » :

« Il y a des gens qui, effrayés par le communisme, ne s'aperçoivent pas de ce qu'il y a de matérialiste, d'inhumain et de cruel dans le capitalisme libéral. Il y a ceux qui se laissent entraîner par la passion au point de considérer comme

étant du communisme toute restriction aux abus du capitalisme, aussi révoltants soient-ils, comme il y a ceux qui considèrent comme étant du capitalisme toute restriction au communisme.

» Soyons en alerte : sans être ingénus en face du communisme, gardons présent à l'esprit que l'anticommunisme unilatéral devient toujours stérile et donne la triste idée que l'Eglise est de connivence avec le capitalisme injuste et oppresseur. »

Les évêques décident en outre de mettre fin aux « équivoques » suscitées par les propriétés ecclésiastiques ; dans le Nordeste, ils ont déjà engagé un plan de cinq ans pour la socialisation de ces propriétés. Ils rappellent l'urgence de réformes des structures socio-économiques. Au-delà de l'alphabétisation, ils plaident pour la « conscientisation » qui éveille dans les masses la conscience de leurs droits et responsabilités. Ils en appellent enfin aux laïcs :

« Avec notre clergé, faisons effort, le plus tôt possible et sincèrement, pour compter sur un laïcat adulte, et réjouissons-nous de voir nos laïcs agir, totalement et librement, dans un domaine qui est plus le leur que le nôtre. »

■ Au BRÉSIL : 37 évêques, dont le cardinal Rossi, ont signé un télégramme au Chef de l'Etat pour soutenir les ouvriers de la cimenterie Perus, de nouveau en grève pour non-paiement des salaires depuis le 22 avril. (Correspondance particulière.)

« LA COLERE DE LA FAIM »

Le comité français pour la campagne contre la faim a pris cette année le thème : « Menace sur le monde, la colère de la faim ». Ce slogan s'étale sur une affiche que nous reproduisons ci-contre.

A ce propos, le pasteur A. Chevallier, de Strasbourg, a fait la déclaration suivante que le Bureau d'information protestant a publiée :

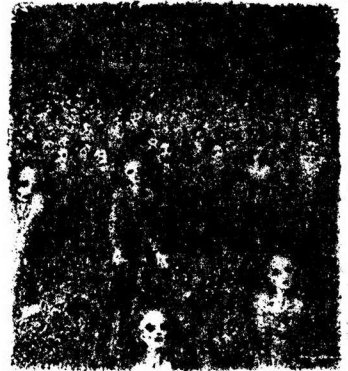
« Je voudrais protester énergiquement contre :

» 1° le thème de la campagne actuelle de lutte contre la faim dans le monde : la peur des masses affamées, ne peut pas être un motif acceptable du point de vue chrétien. S'il paraît bon aux non-chrétiens d'utiliser la peur pour déclencher une campagne efficace, il faut avoir le courage de se désolidariser.

» 2° l'affiche : elle est absolument insupportable. Sans doute l'a-t-on voulu ainsi, mais je ne marche pas !

» Si j'avais un rôle à jouer dans l'Eglise, je proposerais un refus d'afficher et un refus de diffusion du thème de la peur, par objection de conscience. »

MENACE SUR LE MONDE



LA COLERE DE LA FAIM

Le pasteur Chevallier suggère en outre aux chrétiens de verser des dons plus importants, mais avec la mention : non pas par peur des affamés, mais pour eux, car l'amour doit se manifester plus efficace que la peur.